

**Discours de Mme Geneviève Fioraso**  
**Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche**  
**Toulouse Space Show 2012**  
**25 Juin 2012**

Messieurs les Elus,

Messieurs les Présidents et Directeurs Généraux,

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Le séminaire gouvernemental sur le budget qui est organisé ce jour à Paris par le Premier Ministre, m'oblige à annuler ma visite et je regrette vivement de ne pas être parmi vous au Toulouse Space Show 2012. Je veux à l'occasion de cet événement important pour les acteurs du spatial, partager avec vous mes réflexions et convictions sur notre politique spatiale et les enjeux futurs que nous devons relever collectivement.

Mon intervention ici à Toulouse témoigne aussi de la volonté du gouvernement d'agir à tous les niveaux - local, national et européen - pour faire de la Recherche et l'Innovation le moteur du développement économique. Le domaine spatial s'y prête merveilleusement bien.

**1. *L'Espace, une priorité nationale***

Depuis plus de cinquante ans, la France s'est dotée d'un programme spatial ambitieux qui lui a permis dès 1965 de devenir le troisième pays après les Etats Unis et l'Union Soviétique à envoyer de manière autonome un satellite dans l'espace ce qui la positionne aujourd'hui à la première place en Europe. C'est sous l'impulsion d'un état stratège et d'un soutien continu des plus hautes autorités tout au long de la Cinquième République que la filière spatiale française s'est développée et a créé les conditions de son rayonnement à l'échelle européenne et mondiale. C'est dans cette continuité d'un état fort et visionnaire que j'inscrirai mon soutien à une politique spatiale ambitieuse pour notre pays et pour l'Europe.

La région Midi-Pyrénées possède un très fort potentiel spatial, tant dans le domaine de l'industrie, que de la recherche et de la formation.

Pour la 3<sup>ème</sup> édition du Toulouse Space Show, la Région Midi-Pyrénées, la communauté urbaine du Grand Toulouse, la communauté d'agglomération du Sicoval, la Chambre de

Commerce et d'Industrie de Toulouse et l'Agence spatiale Européenne soutiennent cette manifestation co-organisée par le CNES et Midi Pyrénées Expansion.

Le Toulouse Space Show met en lumière cette région qui inscrit l'espace comme secteur incontournable de son dynamisme économique. Ce dynamisme est caractérisé par une implication déterminante des collectivités territoriales qui soutiennent cette filière et les projets structurants associés comme le pôle de compétitivité Aerospace Valley ou l'IRT AESE. Je profite de cette occasion pour saluer mon ami Pierre Cohen Maire de Toulouse et Président de la Communauté Urbaine du Grand Toulouse ainsi que Martin Malvy Président de la Région Midi-Pyrénées.

La dimension internationale progresse, puisque l'Agence Spatiale Européenne y est associée pour la première fois et que l'Italie est l'invitée d'honneur, avec la participation du Président de l'Agence Spatiale Italienne et de la Présidente de la Région du Lazio. Je les salue particulièrement.

La mobilisation de tous ces partenaires est pérenne et constructive et contribue grandement au succès de ce salon. Qu'ils en soient tous remerciés.

L'espace est aujourd'hui un atout stratégique de la France. Notre pays a mené un effort continu assorti d'investissements massifs, qui lui a permis d'être reconnu comme un acteur majeur de l'Europe spatiale, disposant d'une communauté scientifique reconnue au niveau international et d'une base industrielle puissante et compétitive. C'est le seul pays européen ayant la maîtrise de l'ensemble des technologies spatiales. Je voudrais à cette occasion rendre un hommage particulier à la mémoire d'Hubert Curien, ce très grand Homme à l'esprit visionnaire, père spirituel de l'Europe Spatiale et Ministre de référence pour la recherche.

Ces dernières années, l'extraordinaire développement de l'utilisation de l'espace confirme la pertinence des investissements publics et révèle le fort effet de levier économique des financements en faveur des infrastructures spatiales. Ce développement se confirme par le nombre toujours croissant d'applications et de services opérationnels, indispensables à la vie quotidienne des citoyens et de l'Etat.

La filière spatiale est remarquablement intégrée de la recherche fondamentale à l'industrie. Les grands groupes industriels, leaders mondiaux, ont fait émerger un ensemble de PME's cotraitantes performantes et ont joué pleinement le rôle de locomotive pour cet écosystème. Ce modèle vertueux est un exemple de levier de croissance, modèle à suivre pour d'autres filières industrielles.

## ***2. La France, un rôle moteur au sein de l'Europe Spatiale***

Mais, vous le savez tous ici, la consolidation de cette politique spatiale ne peut se faire que dans une vision à l'échelle européenne. Le différentiel d'investissement, notamment entre

les Etats-Unis et l'Europe, les évolutions profondes du domaine spatial – Accélération des services, développement croissant du secteur privé et la compétition mondiale avec l'arrivée de nouvelles puissances spatiales telles que la Chine ou l'Inde – nous imposent de renforcer et d'accélérer l'intégration européenne. L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne qui attribue à l'Union Européenne des compétences partagées dans le domaine spatial va dans ce sens.

Deux rendez-vous importants pour l'Espace et pour l'Europe sont à travailler en 2012 : la réunion du conseil de l'ESA au niveau ministériel en novembre et l'élaboration du cadre financier pluriannuel de l'Union Européenne pour la période 2014-2020. Ils seront pour le gouvernement et moi-même, l'occasion d'affirmer notre vision de la politique spatiale française, dans une période d'arbitrage budgétaire difficile, où chaque euro investi doit démontrer son intérêt et son impact économique.

La France est le leader de l'Europe spatiale et a vocation à garder son rôle moteur. Ce leadership donne à notre pays une responsabilité : il doit être une force d'entraînement pour l'intégration de l'Europe spatiale.

La mise en œuvre de la nouvelle politique spatiale européenne nécessite une coordination et une gouvernance rigoureuse de la part des trois acteurs publics que sont l'UE, l'ESA et les Etats. On parle du « Triangle Spatial Européen ».

La politique spatiale française comme européenne doit également renforcer la coopération internationale extra-européenne. La coopération internationale est à la fois une nécessité budgétaire en raison du coût des programmes spatiaux et une extraordinaire opportunité permettant le partage de compétences et l'enrichissement mutuel.

### ***3. La priorité, un accès indépendant à l'Espace et à son utilisation***

La politique européenne que nous appelons de nos vœux doit affirmer l'indépendance comme l'un des objectifs stratégiques majeurs et par-delà même l'absolue nécessité de maîtriser d'une part l'accès à l'espace et d'autre part son utilisation.

L'autonomie française et européenne d'accès à l'espace repose aujourd'hui sur les deux atouts majeurs que sont le Centre spatial guyanais (CSG) et le lanceur Ariane 5, complété des lanceurs Vega et Soyouz.

Sur le plan des lanceurs, il convient dès maintenant de préparer la suite d'Ariane 5. Les différentes options sont en cours d'évaluation en vue d'une décision lors du conseil ministériel de l'ESA fin 2012. Suite au groupe de travail commun avec le DLR, le CNES doit me remettre sous peu un rapport d'évaluation de ces options et de leur impact industriel et financier. Sur cette base, le gouvernement précisera la position que la France défendra en novembre lors du Conseil Ministériel de l'ESA.

L'ensemble de cette politique que je viens de vous décrire rapidement n'a de sens que si l'utilisation de l'espace est au service de notre société et de nos concitoyens. Plusieurs applications et services sont aujourd'hui d'un usage quotidien.

L'utilisation de l'espace la plus visible pour le citoyen correspond au domaine des télécommunications spatiales et au domaine de la navigation, aujourd'hui au cœur du développement de l'économie numérique. Ce domaine doit permettre de réduire la fracture numérique et susciter l'émergence en Europe de nouveaux services et applications à haute valeur ajoutée.

L'Espace permet désormais d'apporter des contributions majeures et incontournables aux enjeux clés du 21<sup>ème</sup> siècle que sont le suivi et la protection de l'environnement, l'adaptation aux changements climatiques et la gestion des ressources naturelles.

La plupart des systèmes opérationnels d'observation de la Terre ont vocation à être développés et exploités au niveau européen, que ce soit dans le cadre d'Eumetsat (pour la météorologie) ou du programme GMES. Le conseil ministériel de l'ESA de 2012 devra se prononcer sur le développement de la nouvelle génération de satellites météorologiques en orbite basse. Quant à GMES, c'est un projet profondément européen qui répond aux objectifs européens en matière d'environnement et de sécurité. Il doit, en conséquence, être financé par le budget de l'Union européenne.

#### **4. Conclusion**

La France peut être fière des succès de sa politique spatiale. Grâce aux efforts menés avec constance par les gouvernements français qui se sont succédé depuis plus de cinquante ans, la France occupe une place respectée dans le club des puissances spatiales. Ce succès repose sur la convergence des efforts des différents acteurs, et notamment sur son agence spatiale, le CNES, unique en son genre en Europe. Je profite de l'occasion pour rendre hommage à son Président Yannick D'Escatha, pour l'action qu'il mène dans la construction de l'Europe spatiale.

La France doit préparer avec ses partenaires les deux jalons européens clés de 2012 : la réunion de novembre du conseil ministériel de l'ESA et l'élaboration du cadre financier pluriannuel de l'Union européenne pour la période 2014-2020.

L'espace est un secteur stratégique au service des politiques publiques, de l'industrie, de l'économie et de la science. La France entend poursuivre une politique spatiale ambitieuse.

Je vous remercie de votre attention.